

**Demande d'ouverture de sauvegarde accélérée ou
de sauvegarde financière accélérée**

(L. 628-1, R. 628-2, D. 628-3, R. 621-1 et le cas échéant L. 628-9 et R. 628-13 du code de commerce)

Identification du dirigeant déposant la demande

Nom de naissance : _____ Nom d'usage : _____
Prénoms : _____
Né(e) le _____ à _____ Nationalité : _____
Domicile : _____ Fonction du dirigeant : _____
Assisté(e) ou représenté(e)¹ par : _____

Identification de l'entreprise en difficulté N° SIREN : _____

Forme juridique : _____
Dénomination : _____
Enseigne : _____
Immatriculation au : RCS et/ou Répertoire des métiers
Siège social : _____
Établissement principal : _____
Activité : _____ Code APE/NAF : _____
Date de début d'activité : _____
Capital social : _____ Libération totale Libération partielle

Coordonnées	Informations essentielles ²
Téléphone : _____ Portable : _____ Fax : _____ Email : _____	Date de l'ouverture de la procédure de conciliation :
	Coordonnées du conciliateur (<i>nom et adresse</i>) :
	Date de cessation des paiements ³ (<i>le cas échéant</i>) :
	Nombre de salariés (à ce jour) :
	Chiffre d'affaires du dernier exercice :
	Total bilan du dernier exercice :
	Date de clôture du dernier exercice :
	Certification des comptes par un commissaire aux comptes ? <input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non Si oui, nom et adresse :
	Etablissement des comptes par un expert-comptable ? <input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non Si oui, nom et adresse :
	Etablissement de comptes consolidés ? <input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non

¹ La demande d'ouverture, lorsqu'elle n'émane pas du débiteur lui-même, ne peut être reçue qu'en vertu d'un pouvoir spécial qui n'est pas inclus dans la mission de représentation et d'assistance des avocats (*Com., 19/07/1988, n°86-15389*).

² Conditions pour demander une sauvegarde accélérée : L'entreprise doit être engagée dans une conciliation, justifier avoir élaboré un projet de plan tendant à assurer sa pérennité, soit établir des comptes consolidés, soit dépasser l'un des trois seuils suivants, lors du dernier arrêté des comptes certifiés : 3 000 000 € CA HT, 1 500 000 € HT pour le total du bilan, vingt salariés employés à la date de la demande.

³ Date à partir de laquelle il a été impossible de faire face au passif exigible à l'aide de l'actif disponible, c'est à dire la date à laquelle l'entreprise n'a plus été en mesure de régler ses dettes (confer l'article L. 631-1 du code de commerce).

	Date de clôture	Chiffre d'affaires HT	Résultat net
Année N-1			
Année N-2			
Année N-3			

Lieux d'exploitation en dehors de l'établissement principal			
n°	SIRET	Adresse	Greffe dans lequel l'établissement est immatriculé

Avez-vous fait l'objet personnellement d'une procédure de sauvegarde, redressement ou liquidation ou avez-vous été dirigeant d'une société ayant connu l'une de ces procédures ? oui non

Si oui, date d'ouverture, tribunal et s'il y a lieu, dénomination de la société :

Exposez succinctement la nature des difficultés de l'entreprise et les raisons pour lesquelles vous n'êtes pas en mesure de les surmonter

Expliquez succinctement comment le projet de plan élaboré tend à assurer la pérennité de l'entreprise

ETAT DU PASSIF (dettes) de l'entreprise⁴

Créanciers (Nom, prénom & adresse /dénomination & siège)	Échu et exigible ⁵	A échoir ⁵	Préciser les dettes négociées dans le cadre de la conciliation
Salariés :			
Établissements financiers (prêts, découverts, mobilisation de créances...) :			
Dettes fiscales et/ou sociales :			
Autres dettes (fournisseurs, crédits-bails, bailleur, divers...) :			
TOTAL DU PASSIF (échu et à échoir) :			
TOTAL GENERAL :			

⁴ L'état du passif (dettes) doit être établi à la date de la demande ou dans les sept jours qui précèdent

⁵ Dettes exigibles = dettes arrivées à échéance et pouvant être immédiatement réclamées par le créancier
 Dettes à échoir = dettes non encore arrivées à échéance

ETAT DES ACTIFS de l'entreprise⁶	
Description	Montant
<i>Immobiliers (murs du fonds, maison, terrain... appartenant à la personne exerçant l'activité) :</i>	
<i>Éléments corporels (matériels, mobiliers d'exploitation, véhicules, stocks...)</i> :	
<i>Éléments ou immobilisations incorporels (fonds de commerce, droit au bail, brevets, marques...)</i> :	
<i>Dû par les clients (estimation globale du compte client, net de mobilisation) (Détail à donner dans annexe 2) :</i>	
<i>Titres et participations dans d'autres personnes morales :</i>	
<i>Crédits de TVA, crédit d'impôts sur les sociétés (carry-back), dégrèvements divers... :</i>	
TOTAL GENERAL :	

⁶ L'état des actifs doit être établi à la date de la demande ou dans les sept jours qui précèdent

Situation de trésorerie datant de moins d'un mois			
Banques	Disponible	Découvert	
	(seulement si solde positif)	Autorisé	Utilisé
Caisse :			Solde :

SALARIÉS	
Nom et prénom	Adresse
<i>Présents dans l'entreprise, ou en congé (maternité, parental, maladie) - ou compléter l'annexe 1</i>	
<i>Dont contrats rompus ou démissions :</i>	
<i>Instances en cours au conseil des prud'hommes :</i>	
<i>En cas d'instances aux Prud'hommes en cours, nom de l'avocat de l'employeur :</i>	
- Existe-t-il un comité d'entreprise : <input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non - À défaut, des délégués du personnel : <input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non	
<i>Prénom, nom et adresse des membres du comité d'entreprise ou à défaut, des délégués du personnel habilités à être entendus par le tribunal (si déjà désignés, annexer une copie du PV d'élection) – Précisez la date de fin du mandat :</i>	
L'entreprise est-elle en mesure de faire face au paiement des prochains salaires ? <input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non	

Cas particuliers

Personnes responsables solidairement des dettes sociales (associés de SNC, associés commandités, membres de GIE)	
Nom et prénom / dénomination	Domicile / Siège

L'entreprise exerce-t-elle une profession libérale soumise à un statut législatif ou réglementaire ou dont le titre est protégé ? oui non *(Si oui, désignation de l'ordre professionnel ou de l'autorité)*

L'entreprise exploite-t-elle une ou des installations classées au sens du titre Ier du livre V du code de l'environnement ? oui non *(Si oui, fournir la copie de l'autorisation ou la déclaration)*

L'entreprise exploite-t-elle un établissement de crédit, un établissement de monnaie électronique, un établissement de paiement ou est une entreprise d'investissement (R.613-14 s. du code monétaire et financier) ? oui non

Affiliations

N° URSSAF :

N° affiliation Pôle emploi :

Convention collective applicable :

N°TVA intracommunautaire :

Personnes s'étant portées caution de la société *(dirigeants, associés, conjoint...)*

Nom des cautions	Bénéficiaire (banque)	Montant de la caution

Documents joints à la demande (articles R. 621-1, R. 628-2 et R. 628-13 du code de commerce)	Oui	Non
Copie de la décision d'ouverture de la procédure de conciliation de commerce)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Projet de plan de sauvegarde (article L. 628-1 al.2)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Extrait d'immatriculation au RCS (Kbis) de moins de 7 jours	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
État actif et passif des sûretés et engagement hors bilan de moins de 7 jours (<i>état complet disponible au greffe, service privilèges et nantissements ou sur www.infogreffe.fr</i>)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Comptes annuels du dernier exercice	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Situation de trésorerie de moins de 7 jours (<i>relevé bancaire de tous les comptes de l'entreprise</i>)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Compte de résultat prévisionnel de moins de 7 jours	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Tableau de financement de moins de 7 jours	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Tableau de flux de trésorerie de moins de 7 jours (<i>si la société établi des comptes consolidés</i>)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Budget de trésorerie de moins de 7 jours pour les trois mois à venir	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Plan de financement prévisionnel de moins de 7 jours	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Copie de la pièce d'identité du représentant légal (<i>en cours de validité</i>)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Dans le cas où l'un ou l'autre de ces documents ne peut être fourni ou ne peut l'être qu'incomplètement, indiquer les motifs qui empêchent cette production :		

Je soussigné(e) demande l'ouverture d'une procédure de :

- Sauvegarde accélérée Sauvegarde financière accélérée

Et s'agissant de la désignation d'un administrateur judiciaire :

- N'a pas d'administrateur judiciaire à proposer au tribunal.
OU
 Souhaite proposer un administrateur judiciaire à la désignation du tribunal en la personne de (*nom et adresse*) :
OU
 Souhaite que le conciliateur soit désigné administrateur judiciaire.

Et s'agissant de l'inventaire :

- Demande d'être dispensée⁷ de procéder à l'inventaire prévu par l'article L. 622-6-1 du code de commerce.
OU
 Demande la désignation par le tribunal d'une personne chargée de réaliser l'inventaire en application de l'article L.621-4 al.6 du code de commerce
OU
 S'engage à réaliser l'inventaire dans les conditions⁸ prévues à l'article L.622-6-1 du code de commerce dans le délai dejours.

⁷ Cette dispense ne peut être demandée que si la société n'est pas en état de cessation des paiements (R.628-2 al 2).

⁸ Engager les opérations d'inventaire dans le délai de 8 jours suivant le jugement d'ouverture et les achever dans le délai fixé par le tribunal ; faire certifier l'inventaire établi par un commissaire aux comptes ou le faire attester par un expert-comptable.

A renseigner uniquement en cas de demande de sauvegarde financière accélérée⁹

Exposez pourquoi les comptes font apparaître que la nature de l'endettement rend vraisemblable l'adoption d'un plan par les seuls créanciers ayant la qualité de membres de comité des établissements de crédit et, s'il y a lieu, par les obligataires visés à l'article L. 626-32 c.com

Document spécifique joint à la demande de sauvegarde financière accélérée (article R. 628-13 alinéa 2 du code de commerce)

Etat chiffré des dettes qui ne seront pas soumises aux effets de la procédure en cas d'ouverture et, parmi les autres, les dettes ayant fait l'objet d'une négociation dans le cadre de la procédure de conciliation en cours

Fait à

le

(Signature précédée de la mention « Certifié sincère et véritable »)

⁹ La sauvegarde financière accélérée peut être demandée par une société remplissant les conditions de la sauvegarde accélérée et dont les comptes du débiteur font apparaître que la nature de l'endettement rend vraisemblable l'adoption d'un plan par les seuls créanciers ayant la qualité de membres de comité des établissements de crédit et, s'il y a lieu, par les obligataires visés à l'article L. 626-32 c.com. (L. 628-9).

Annexe 2 – Renseignements divers

[Noms et coordonnées des partenaires de l'entreprise](#)

Avocat(s) :

Notaire :

Banques :

Nom de la banque	Adresse de l'agence	Nom de l'interlocuteur	Numéro de compte

Assurances :

Compagnie	Nom et adresse de l'agence	Nom de l'interlocuteur	N° et objet du contrat

[Cotisations sociales du dirigeant](#)

Au regard de son statut social, le dirigeant est : majoritaire
 minoritaire

Nom de la caisse	Adresse	Montant des cotisations	Périodicité

[Créances sur clients](#)

Nom prénom/Dénomination	Adresse	Montant des créances	Echéance

[Répartition du capital](#)

Nom et prénom / Dénomination des associés ou actionnaires	Nb de titres ou %